



Les représentations des jeunes tunisiens autour de la participation politique : le rôle de l'identité et de l'appartenance

Analyse des résultats d'une recherche sur terrain

Najla Arfa*

Introduction

La participation politique est influencée par des facteurs internes et externes. Ces facteurs internes sont représentés dans la dynamique du paysage politique, l'activité des élites politiques, la souplesse des lois et l'attractivité chez les jeunes à la participation dans l'affaire publique. Quant aux facteurs externes, ils sont symbolisés par ce que peuvent évoquer les expériences comparées et l'expertise démocratique, source d'inspiration des jeunes tunisiens dans le contexte local.

Les méthodes de la participation politique se sont diversifiées depuis 2011 et se sont inspirées de certaines expériences européennes avec la tentative d'y intégrer les caractéristiques locales répondant à l'identité tunisienne ainsi qu'aux définitions de la nationalité et du patriotisme. Si la citoyenneté est construite à travers la socialisation, des programmes éducatifs et politiques et à travers un ensemble de cadres législatifs et juridiques, la courbe de la participation politique chez les jeunes en Tunisie a été sans conteste sinusoïdale vu que la définition de la citoyenneté, en tant que tel, n'est pas définitivement établie puisque les mécanismes de fonctionnement de cette citoyenneté n'ont pas atteint le niveau de leurs semblables européennes. Les jeunes tunisiens ont été influencés par certaines expériences européennes telles que PODEMOS¹ ou SYRIZA². Cette influence par ces expériences et la tentative de leur imitation sont considérées comme une preuve des lacunes dans la construction de l'identité politique tunisienne et les significations de la nationalité et du patriotisme. Des interrogations essentielles, dans ce cas de figure, se posent autour de la globalisation de la citoyenneté, la ressemblance des expériences politiques et la rapidité de l'influence ainsi que la capacité des jeunes tunisiens de s'inspirer des expériences comparées et leur calquage au niveau local. Ceci lance le débat autour de l'enchevêtrement entre le local et le mondial et donc la nécessité de réitérer la réflexion sur la reconstruction

* Chercheuse au centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales.

¹ Nez, H. (2017). Podemos : l'irruption d'un nouveau parti politique en Espagne. *Mouvements*, 89, 112-121.

² <https://bit.ly/3LXi6zB>

de la citoyenneté afin qu'elle devienne un moyen parmi d'autres qui encouragent à la participation politique et pousse vers l'intégration des jeunes dans l'opération politique et l'affaire publique.

Plusieurs données culturelles, historiques, anthropologiques et individuelles interviennent dans l'opération de la construction de la citoyenneté chez les jeunes tunisiens. En effet, l'appartenance régionale et méditerranéenne va de pair avec l'appartenance arabe et africaine tout en tenant compte des composantes de la particularité locale qui sont des éléments déterminants dans la création d'une sorte de contradiction entre la situation actuelle de l'identité et son influence sur la nature et la qualité de la participation politique ; et entre le modèle exemplaire que prennent les jeunes tunisiens tout au long de leur processus de construction des notions du nationalisme et du patriotisme. Ceci représente une contradiction qui influence négativement la participation politique. Afin de traiter ces problématiques nous chercherons, dans ce travail, à décortiquer la construction de la citoyenneté chez les jeunes tunisiens dans le but de repenser le ré enrichissement de la participation politique à travers une stratégie mise en place autour d'un projet sociétal qui puise ses fondements dans la restitution du patriotisme comme part fondamentale de la citoyenneté.

La participation politique peut être considérée comme la base de la démocratie et une expression claire du principe de la souveraineté des peuples. La participation politique exige l'existence d'un groupe humain de citoyens qui ont un sentiment d'appartenance et d'intérêt pour l'affaire publique.

De plus elle joue un rôle important dans le développement des mécanismes et des règles de gouvernance démocratique ainsi que dans la participation politique en tant que concept actuellement en discussion, dans le cadre de ce qui est appelé «développement durable» des sociétés,

en particulier les sociétés en voie de développement, dont les systèmes sont décrits comme globaux ou par la primauté des concepts hérités des notions de citoyenneté, de participation à la prise de décision et de détermination de l'élite dirigeante. Dans ce contexte, elle constitue un pilier fondamental de la légitimité constitutionnelle et populaire du système politique.

La participation des jeunes est une forme de démocratie participative et de bonne gouvernance. C'est une forme de veille populaire favorisant le développement politique. L'encouragement de la participation politique des jeunes réduira un état de vide politique que vivent ces derniers par leur marginalisation et le manque d'attention à leurs problèmes dans les programmes et les activités des partis politiques. Cette situation nécessite un réexamen de la façon dont le potentiel des jeunes peut être activé et valorisé au sein des partis politiques et l'action publique. Ceci peut se réaliser à travers la reformulation de leurs priorités et programmes au sein de l'agenda national, afin de parvenir à une complémentarité avec les institutions officielles.

Si les problématiques des jeunes sont multiples et diversifiées, la question de leur participation est, aujourd'hui et plus que jamais, devenue d'actualité, tant dans la recherche scientifique que dans le domaine des politiques axées sur la jeunesse, qui sont d'une grande importance, puisqu'elle s'intègre dans un projet plus global, à savoir, le projet de modernisation et de construction démocratique. Et c'est dans ce cadre que la participation des jeunes aux affaires publiques représente l'un des piliers les plus importants de la citoyenneté et de la démocratie participative dans les sociétés contemporaines. En effet, La participation, en particulier des jeunes, peut être considérée comme le véritable point d'entrée pour mobiliser les énergies des générations émergentes, le renouvellement du sang dans les artères du système politique et social de la nation

et la contribution au mouvement de développement continu.

Nous tenterons, à travers, ce travail de recherche, d'explorer les représentations des jeunes tunisiens concernant la participation politique, la citoyenneté et l'identité politique, et ce en élaborant une étude sur terrain à travers laquelle nous avons voulu de découvrir :

- ❖ L'appartenance à des organismes intermédiaires ;
- ❖ Le suivi des affaires publiques nationales et internationales ;
- ❖ L'évaluation de la vie politique et civile tunisienne ; et
- ❖ Les représentations des interrogés, dans cette étude sur terrain, concernant la participation politique, l'identité et la citoyenneté.

Le questionnaire permet de comprendre les relations possibles entre les différentes problématiques qui occupent l'attention des jeunes et leur influence, d'un point de vue politique et sociologique, sur les modes de participation politique. De plus, les réponses révèlent les mutations identitaires, citoyennes et celles liées à la participation politique.

I - Cadre de l'étude empirique

La nature et l'importance de la participation politique peut être expliquée à travers la représentation des jeunes concernant les définitions de l'identité ainsi que la citoyenneté. La socialisation participe fortement dans la construction et la consolidation de ces deux notions et ce à travers les facteurs culturels, les rôles de l'institution familiale, les institutions intermédiaires comme l'école et l'université sans oublier les partis politiques et les organisations de la société civile. Ces dernières (les partis politiques et les organisations de la société civile) se chargent d'investir les acquisitions individuelles chez les jeunes et leur réinvestissement dans la production d'une identité

politique et civique dans le but de l'instrumentaliser au sein de l'opération de participation politique. Depuis 2011, la participation politique en Tunisie et spécifiquement chez les jeunes, a connu une évolution suivant un ordre croissant, sauf qu'elle a été témoin de plusieurs pics influencée par le contexte politique et sociale qui a eu une influence directe sur les rôles de ces institutions et a créé une sorte de fracture avec les jeunes.

Les études empiriques aident dans la compréhension et l'interprétation le phénomène de désintérêt concernant l'affaire publique via des approches multiples dont la plus importante consiste dans la connaissance de l'ensemble des changements concernant les définitions des différents concepts de l'identité, la citoyenneté et la participation politique chez les jeunes. Nous essayerons de mettre en évidence les plus importantes à travers une étude sur terrain auprès d'un ensemble de jeunes.

❖ La Problématique de recherche :

La participation politique en Tunisie, en particulier en ce qui concerne les jeunes, continue de faire face à de multiples obstacles, y compris la fluctuation de la construction de l'identité politique, les crises des affaires publiques et la difficulté d'intégration dans l'horizon de la participation formelle. Dans ce contexte, cette étude teste le sérieux des partis politiques et des organisations de la société civile à fournir des incubateurs adaptés aux jeunes pour exercer le devoir et le droit de participer aux affaires publiques. Nous essayerons également de dessiner les représentations identitaires des jeunes tunisiens, la participation et d'autres valeurs et concepts pertinents aux niveaux de participation politique et à l'éducation sociale et politique.

La participation politique est soumise à une sorte de déclin de sa taille et de sa qualité, ce qui appelle une réflexion sur la relation apparemment incomplète avec l'identité du point de vue d'une

grande partie des jeunes ; et la citoyenneté comme représentation sociologique de l'influence politique d'un individu.

Nous essayerons de comprendre et d'interpréter la relation entre l'identité, la citoyenneté et la participation aux affaires publiques, grâce à une étude de terrain dans le cadre de laquelle nous avons tenté d'obtenir des réponses sur des questions liées aux partis politiques, aux organisations communautaires, à la définition de la citoyenneté, identité et participation aux affaires publiques et à d'autres questions.

❖ **Les Hypothèses :**

- 1 - Les partis politiques et les organisations de la société civile contribuent à enraciner et à construire des valeurs de citoyenneté et d'identité et influencent la taille et la qualité de la participation des jeunes aux affaires publiques.
- 2 - La participation politique est soumise à une sorte de résurgence qui est devenue l'une des manifestations les plus visibles de la participation politique parmi les partis politiques et les organisations de la société civile.

3 - L'identité et la citoyenneté jouent un rôle important dans le processus de promotion de la participation des jeunes aux affaires publiques.

❖ **La Méthodologie de recherche :**

La recherche est basée sur une étude de terrain à travers laquelle nous avons utilisé l'approche quantitative (questionnaire distribué à 5 personnes) à travers laquelle nous avons essayé d'obtenir des réponses sur les questions de participation politique, d'identité et de citoyenneté.

❖ **Les techniques de recherche :**

Nous avons utilisé la technique quantitative (questionnaire), dans laquelle nous nous sommes appuyés sur des questions fermées (basées sur un ensemble de réponses parmi lesquelles l'interrogateur choisit une) ainsi que des questions ouvertes pour présenter sa vision de certains concepts tels que l'identité, citoyenneté et participation politique.

❖ **Échantillon cible :**

Le questionnaire a été distribué à cinq jeunes hommes/femmes du Grand Tunis, d'origines sociales et culturelles différentes, comme le montre le tableau suivant :

	Age	Genre	Niveau éducatif/formation	Région	Travail	Appartenance politique/civile
1	30	Masculin	Universitaire	Mellassine	Acteur	non
2	34	Masculin	Lycée	Sijoumi	Ouvrier	non
3	30	Masculin	Universitaire	Ariana Ville	Employé centre d'Appel	non
4	29	Féminin	Universitaire	Cité Ettabeq	Etudiante	non
5	38	Féminin	Universitaire	Hammam Lif	Chomeuse	non

- Âge moyen des membres de l'échantillon : **32 ans**
- Affiliation politique ou civile : **Aucune**
- Niveau de scolarité moyen : **universitaire.**

II - Lecture des résultats du questionnaire

1 - Les significations de la citoyenneté chez les jeunes de l'échantillon :

La Citoyenneté : C'est la qualité d'un être humain qui jouit de tous ses droits politiques, civils et nationaux³, c'est à dire., le cadre qui permet à un individu de jouir de ses droits civils, politiques et sociaux et de participer activement à l'élaboration des règles régissant la vie collective⁴. Elle affirme des normes objectives telles que la liberté, la justice, l'égalité et la réalisation avec laquelle la dignité du citoyen-être humain est atteinte⁵.

Dans ce contexte, La citoyenneté prend des significations diverses et différentes auprès des jeunes de l'échantillon, du moins chez la plupart d'entre eux. Elle signifie des représentations subjectives et abstraites qui peuvent ne pas être liés à la citoyenneté en tant qu'un processus de socialisation ou un parcours construit à partir de l'école, l'université, les partis politiques et la société civile. Il s'agit d'un processus social et éducatif continu, qui ne se limite pas à un certain stade d'âge et qui n'est pas lié à un niveau éducatif spécifique, mais constitue un processus continu auquel les êtres humains sont soumis tout au long de leur vie. C'est tout ce que l'individu apprend et expérimente au cours de sa vie, de l'enfance à la vieillesse. Ceci est acquis à travers l'identité personnelle qui permet au jeune de s'exprimer. Elle constitue également un processus intentionnel ou non au niveau individuel et collectif visant à endoctriner les valeurs, orientations ou principes politiques explicites et orientations sociales à connotation politique. Son mécanisme reflète à la

fois le comportement social et politique et sert à fournir à l'individu des normes sociales afin qu'il occupe une certaine place dans le système des rôles sociaux et devienne un membre reconnu et coopératif⁶.

En effet, les réponses des jeunes interrogés ont exprimé une sorte de conscience des droits politiques, civils et nationaux ainsi que le droit de la participation effective dans la vie publique et le rattachement de la participation, selon eux, aux institutions intermédiaires (l'école, l'université, la société civile, les partis politiques, les médias et socialisation) et qui, selon ce que montrent les réponses, ne jouent plus ce rôle. Cette position envers les institutions intermédiaires se reflète sur le devenir de la participation politique et la construction de la citoyenneté, sachant que les rôles initiaux de ces institutions responsables de l'éducation politique de l'individu devraient être :

- ❖ **La Famille** : Son rôle est de créer un enfant autonome, capable d'affronter les situations et de prendre des décisions éclairées. L'enfant doit être sensibilisé et connaître ses droits et ses obligations envers la société.
- ❖ **L'École** : Le rôle de l'école se limite à développer les capacités mentales de l'élève et à stimuler sa créativité, afin qu'il se sente comme un membre important et actif de la société. L'école doit clarifier aux élèves leur rôle dans la vie politique et sociale et aider les élèves à exprimer leurs opinions, à valoriser leur capacité à penser et à développer leur confiance en soi.
- ❖ **L'université** : Les universités devraient s'efforcer d'accroître les activités politiques en leur sein et permettre aux organisations civiques et aux partis politiques d'opérer au sein des universités.

³ Carl Schmitt, *La Notion de politique - Théorie du partisan*, Champs (n° 259) - Champs classiques, 2009

⁴ Wajdi Abdel-Badii, *Les jeunes et la crise de la participation politique*, Al-Jomhuriya, 8 juin 2008.

⁵ Foucault, Michel. «Naissance de la biopolitique.» In *Annuaire du Collège de France*, no. 79, année 1978-1979, 367-372.

⁶ François Dubet, *Les lycéens*, Paris, Editions du Seuil, 1991.

❖ **Les institutions de la société civile :** Leur mission doit être soulignée via l'ouverture de la voie à la participation de tous les individus, en particulier des jeunes, en sensibilisant les individus à l'importance de la participation politique et à l'étendue de l'influence de leur voix et de leur capacité à influencer l'arène politique ainsi que leur rôle effectif dans la vie politique.

La vie démocratique est liée à un rôle réel et fort de la société civile. La société civile est le secteur non gouvernemental que l'on appelle parfois le «tiers secteur» pour le distinguer du gouvernement d'une part et du secteur privé d'autre part. La langue anglaise, qui jusqu'à une époque utilisait le mot «société civile proche» traduit en arabe par «société civile» pour désigner l'association d'un groupe d'organisations non gouvernementales créées pour atteindre des objectifs sociaux avec la famille, les proches, et les voisins, ce qui suggère la solidarité, la loyauté et la force d'association. Ceci montre l'importance vitale de la société civile et justifie l'intérêt du gouvernement à encourager ce type d'organisation et à élargir le champ de son mouvement avec la société civile en tant que partenaire du processus de développement.

Le rôle des institutions de la société civile est devenu une base importante pour la participation politique de la société dans la définition de ses objectifs et la mise en place de programmes de développement.

Par conséquent, le rôle des organisations de la société civile est évident en tant que canal pour chaque individu, groupe ou segment ayant un intérêt ou un objectif. À travers ces organisations, elles peuvent participer à la prise, à la mise en œuvre et à l'évaluation des décisions publiques, étant donné qu'elles sont une partie qui ne peut être ignorée dans la société.

Le rôle des organisations de la société civile dans la réalisation de la participation politique passe par la sensibilisation aux processus de participation et aux méthodes à suivre pour communiquer les idées et les demandes des individus et par l'introduction des obligations et des devoirs imposés par le processus de participation.

Les institutions de la société civile jouent un rôle dans la promotion d'une culture de participation aux élections, car les individus ont le sentiment, à travers la société civile et ses institutions, qu'ils disposent de canaux ouverts pour présenter librement leurs points de vue et opinions même s'ils s'opposent au gouvernement et à sa politique, pour exprimer leur intérêts et revendications de manière organisée, de manière pacifique et sans avoir recours à la violence tant qu'ils le sont. C'est l'alternative pacifique et la vérité est que ce travail conduit à renforcer le sentiment d'appartenance et de citoyenneté des individus et qu'ils sont en mesure d'initier un travail positif et volontaire sans restriction. Le gouvernement les encourage plutôt à se déplacer librement de manière indépendante.

❖ **Les médias :** Les médias jouent un rôle majeur et efficace dans la formation du contexte de transformation politique dans différentes sociétés, car ils reflètent la nature de la relation entre l'État et la société et entre l'élite et les masses. Les médias ont une capacité importante à façonner les perceptions politiques des individus en leur fournissant des informations sur les occupations et les questions politiques et en les sensibilisant à l'importance de ces questions, conformément à la matière qu'ils leur présentent comme contenu dans l'interprétation, l'analyse et la hiérarchisation des événements⁷.

⁷ Van de Velde, Cécile. «19 - Le sociologue et les médias», Serge Paugam éd., L'enquête sociologique. Presses Universitaires de France, 2012, pp. 403-420.

De plus, les médias jouent un rôle d'orientation négatif ou positif vers certaines problématiques politiques nous rappelant, ainsi, que la publicité et la propagande adoptées par l'État dans l'espace public (Habermas⁸) ont transformé le discours du pouvoir en autorité dominante (Foucault⁹).

Par ailleurs, les mutations technologiques jouent et spécifiquement la révolution des TIC sur le développement (politique, démocratique), les plus importants ont été la sensibilisation politique des citoyens, le renforcement du rôle de l'opposition politique et le renforcement du rôle du secteur privé¹⁰.

❖ **Les partis politiques :** les rôles des partis politiques se matérialisent dans la catalyse de l'intérêt à la politique, la construction d'une connaissance politique, la formation d'un acquis permettant son instrumentalisation dans les rendez-vous électoraux sans oublier, l'habilitation des individus à transformer leurs idées politiques en revendications.

La question qui se pose avec force : Où se positionne le travail des partis politiques, notamment ceux dont les membres parrainent la jeunesse ? Et où est leur impact sur le processus de séduction et d'attraction des énergies jeunes afin de créer la dynamique optimale dans le processus de développement social global, «qui commence par le développement des partis politiques et de leurs idées, en renouvelant leur sang en libérant les mains des jeunes à assumer des responsabilités au sein de ces partis»¹¹, ce qui doit être un acte continu pour que les partis eux-

⁸ Habermas Op.Cit.

⁹ Foucault Op.cit.

¹⁰ Desbois Dominique. Castells Manuel, La société en réseaux. L'ère de l'information. Tome 1.. In: Revue française de sociologie, 1999, 40-4. pp. 773-776.

¹¹ Wolfgang Merkel, Plausible Theory, Unexpected Results: The Rapid Democratic Consolidation in Central and Eastern Europe, IPG, N 2/2008.

mêmes continuent d'exister Une présence active, influente et créatrice dans le mouvement social au regard du jeu politique avancé lui-même, dont tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire qu'il doit s'agir d'un jeu démocratique pour suivre le rythme de son temps dans ses termes civilisés. «La responsabilité au sein des partis politiques d'adopter des programmes de sensibilisation des jeunes afin de les pousser à s'engager consciemment dans la réalité politique»¹².

Cela se fait en développant son désir de participation politique, qui est un objectif qui peut être atteint en l'éduquant politiquement sur les éléments suivants :

• **L'intérêt politique :**

Cet intérêt s'inscrit dans la simple préoccupation ou l'intérêt de suivi des questions publiques et à différentes périodes qui peuvent être longues ou courtes, en plus du suivi des événements politiques, certains individus ayant tendance à participer à des discussions politiques avec les membres de leur famille ou entre leurs collègues de travail, et cela augmente en temps de crise ou pendant les campagnes électorales.

• **La connaissance politique :**

On entend ici la connaissance des personnalités ayant un rôle politique dans la société au niveau local ou national, telles que les membres du conseil local, les membres de l'Assemblée populaire et du Conseil de la Choura dans la circonscription, et les personnalités nationales telles que les ministres.

• **Le vote politique :**

Il est représenté en participant aux campagnes électorales avec un soutien financier et en soutenant par le financement des campagnes et l'assistance aux candidats, ou en participant au vote.

¹² Giovanni Sartori, The Theory of Democracy Revisited, Part 1: The Contemporary Debate (Chatham, N.J, Chatham House Publishers, 1987).

• **Les revendications politiques :**

Elle consiste à contacter les instances officielles, à déposer des plaintes et des pétitions, à participer à des partis et à des associations bénévoles.

Nous avons remarqué qu'une partie de l'échantillon de jeunes renie le rôle des institutions intermédiaires dans le processus de formation, de construction et de renforcement de la citoyenneté. Ces institutions sont «seulement des sphères d'influence pour les politiciens»¹³. Ces réponses indiquent une rupture presque complète entre le rôle culturel des institutions intermédiaires et une partie des jeunes. Cela indique, également, les implications de la nécessité d'une éducation sociale, culturelle et politique en relation avec la citoyenneté en tant que base spécifique dans le processus de participation politique.

Dans le même ordre d'idées, une partie des jeunes de l'échantillon interrogé n'est pas certaine du «rôle joué par les partis politiques, les organisations de la société civile, l'école et l'université dans la question de la construction de la citoyenneté»¹⁴. Cette relation de crise entre les institutions de socialisation et une partie des jeunes en Tunisie, à qui on demande d'affluer sur la participation politique ainsi que sur le renforcement des bases des partis et des organisations de la société civile, aboutira nécessairement à des difformités affectant la structure des relations entre les acteurs et l'État d'une part et entre ses citoyens d'autre part ; créant, ainsi, de nouveaux contextes intellectuels qui peuvent être sans rapport avec le sens officiel ou semi-coutumier de la citoyenneté. De ce fait, la citoyenneté devient, alors, une preuve de crise et non un indicateur d'une soumission culturelle et sociale inclusive et unificatrice.

¹³ Interrogé n° 3.

¹⁴ ibid.

Cette prise de position présage une crise réelle et profonde entre une partie des jeunes tunisiens et les élites politiques ainsi qu'entre ces élites et l'Etat. Ces crises trouvent leurs manifestations dans l'Etat. Dans ce contexte, un interrogé déclare : «Nous construisons la citoyenneté à partir de ce que nous comprenons de la réalité et ce que représentent les conflits d'élite et les crises de l'Etat et comment les acteurs se comportent au moment de crises multiples et diverses»¹⁵.

2 - Les significations de l'identité chez les jeunes de l'échantillon :

Bien que, la construction démocratique depuis 2011 a tenté de formuler un type de contrat social qui définit clairement les significations, les sens, les qualifications et les conditions pour la formation de l'identité ; le résultat de l'ensemble du système législatif et de la concurrence politique a constitué «un manque de clarté et d'incertitude identitaire dans son contexte tunisien»¹⁶. Avec les conflits fréquents des élites et l'émergence de nouvelles données qui ont été intégrées dans les conflits politiques (la religion, le genre, les minorités, l'appartenance culturelle et géopolitique de l'Etat...), l'identité a subi une sorte de déchirure qui a contribué à la dislocation des significations et des concepts semant la confusion dans la représentation des jeunes tunisiens sur la façon dont l'identité et ses rôles dans la participation politique et civique sont compris et valorisés.

La société tunisienne a subi de profondes transformations depuis 2011, mais ces changements n'ont pas été parallèles à une compréhension commune entre les différents acteurs et les jeunes. «ce désordre délibéré a été investi à des fins personnelles et aux intérêts des partis politiques»¹⁷.

¹⁵ Interrogé n° 2.

¹⁶ Interrogé n° 5.

¹⁷ Interrogé n° 4.

Le décryptage des différentes images et lectures fournies par les jeunes interrogés sur l'identité brouille toute la trajectoire politique malgré les mutations qui ont eu lieu en 2021. En effet, la réticence et parfois la rupture entre les jeunes et la participation politique persistent en raison des connotations négatives de la citoyenneté que ce groupe voit sur leurs rôles, qu'ils considèrent «n'allant pas au-delà de leur prise en considération comme des chiffres»¹⁸.

Il paraît évident que la problématique de l'identité est représentée dans la détermination de la définition de soi, vu qu'elle impacte sur nos positions face aux autres. L'émergence du problème de l'identité chez les jeunes est due à des facteurs tels que :

a - La rapidité du changement dans la société :

L'état général de la vie, la vitesse de ses déplacements et le sentiment que l'homme a de cette vie dans ses conceptions du temps, de l'espace et des relations sociales sont soumis à de violentes secousses. Les concepts de la société elle-même et de la culture ont été affectés par le changement.

b - La modernisation : Le problème de la modernisation est représenté partout dans l'énorme changement global, car aucun groupe ne peut échapper au changement au cours de ce siècle. L'incapacité de faire face avec succès à une société dynamique a entraîné beaucoup de changement, de chaos, d'insatisfaction et à la fin, la fissure identitaire chez les jeunes à la suite des chocs liés aux différents changements.

c - La fragmentation psychologique : Elle se produit entre l'ancien et le nouveau d'origine et entre la valeur du travail manuel et son retour et le Capital. Ou la non-acceptation de l'évaluation de la civilisation occidentale sur notre civilisation nationale, ses valeurs, ses symboles et le mode de vie de notre peuple.

¹⁸ Interrogé n° 1.

Par conséquent, la pratique politique serait reliée à, ce qui peut être appelé par, l'identité qui rassemble les différentes idées, hypothèses et programmes que présentent les forces d'action aussi bien politiques que civiles. Ces forces évoluent sous l'influence d'une identité statique et d'une autre dynamique. «Ce qu'on considère comme l'identité statique, ce sont les cadres juridiques fixes qui encadrent la forme politique de l'Etat, de même que les données culturelles ainsi que la culture politique héritée»¹⁹.

Concernant l'identité dynamique, on veut dire par là les changements sociaux que vit la société dans les étapes de grandes mutations comme cela a été le cas en 2011. L'énorme contradiction en Tunisie constitue dans l'entrechoquement de l'identité statique et l'identité dynamique puisque l'identité statique n'a pas évolué en parallèle avec l'identité dynamique qui a été redéfinie par les acteurs protestataires et spécifiquement les jeunes.

Les élites politiques ainsi que l'Etat, à travers ses politiques publiques, ont été confrontées à une crise identitaire qui a scindé l'identité nationale collective en deux représentations.

La première concerne la considération des acteurs relative à la revalorisation de l'identité héritée et la deuxième est reliée à des appels à l'enrichissement de l'identité avec de nouveaux éléments comme la religion, la modernité, la culture de l'alternance du pouvoir....

Si la transition démocratique en Tunisie depuis 2011 a tenté de respecter ses engagements, elle n'a pas réussi dans l'encadrement de toutes les compositions de l'identité mais a créé des conditions pour un conflit des identités entre les différents acteurs d'une part et les jeunes d'autre part, puisque ces derniers ont refusé l'implication dans le jeu

¹⁹ Marshall Monty, Benjamin Cole, «Global Report 2011, conflict, Governance and State Fragility», *Center for Systematic Peace*, USA, 2011.

de la conservation de l'existant et l'utilisation de l'ancien dans le processus de création du nouveau. Lors de certaines étapes politiques, une partie des observateurs de l'affaire publique parle d'un conflit générationnel selon Karl Mannheim²⁰, sauf que la problématique tunisienne est beaucoup plus complexe que cela. Puisque la situation est en relation avec un conflit entre deux positions : l'une se veut révolutionnaire innovatrice de rupture par excellence (les jeunes) et l'autre croit en une révolution mais réformatrice (leaders politiques historiques).

Les démocraties contemporaines (surtout dans les pays qui ont vécu ce qu'on appelle les transitions démocratiques) sont exposées à plusieurs conflits entre deux positions : entre une première qui parle de la nécessité de relancer et de reconstruire les notions fondamentales de la démocratie surtout la citoyenneté, la participation, l'identité et, essentiellement, les dimensions citoyennes de l'affaire politique. L'autre vision, paraît plus ou moins conservatrice vu qu'elle appelle à la conservation des anciens acquis et la non-introduction de modifications aux significations et les dimensions de l'identité, la citoyenneté et de la participation.

Pour saisir la nature de cette crise, il faudrait décortiquer les limites des relations entre l'identité et l'Etat, entre l'identité et la politique et enfin entre l'identité et la participation politique.

- **L'identité et l'Etat** : la Constitution Tunisienne, en tant que texte suprême régissant le fonctionnement de l'Etat, garantit les conditions de réalisation de l'identité²¹. Le premier article de ladite Constitution parle de la religion de l'Etat et son appartenance géographique, ethnique, géopolitique

et culturelle bien qu'il ne cite pas les identités individuelles mais l'intègre dans une identité nationale collective. Ce nationalisme est relié au contrat social, composante essentielle de l'Etat moderne dans le cadre de sa compréhension de la nature de la participation politique et des rôles des individus. Sauf que la révision de ce contrat social s'est heurtée aux aspirations des acteurs et l'opposition des forces vives au sein de la société dans le cadre d'un conflit de cette même société contre l'Etat. Puisqu'on assiste à la revivification de la question autour de la prééminence de l'Etat en tant qu'expression politique de la société ou la société en tant qu'élément créateur de l'Etat. Et par conséquent il y a nécessité de reformuler le concept de l'identité en fonction de ce qui correspond le plus au couple société-Etat²² ensemble sans oublier les changements qui y interviennent dans le nouveau contexte politique caractérisé par une forte fluctuation de la participation politique ainsi qu'une forte volonté de son enrichissement à la manière de chacun des acteurs.

- **L'identité et la politique** : «la participation politique est en relation avec la vision de l'acteur politique concernant l'ensemble des hypothèses, les théories et les initiatives qu'ils présentent dans le but de participer dans l'affaire publique»²³. Ces politiques doivent être en harmonie avec les affaires réelles qui intéressent la société, l'Etat et les différentes générations. Parmi ces affaires la question de l'identité, puisque cette dernière joue le rôle primordial dans la participation politique.

- **L'identité et la participation** : la participation politique peut être mesurée par son volume, sa qualité et sa nature sauf que les données de la participation politique ont changé de par l'introduction de

²⁰ Zarka Bernard. Mannheim Karl, Le problème des générations. In: Revue française de sociologie, 1992, 33-1. pp. 130-135.

²¹ Francis Fukuyama, «Why National Identity Matters». *Journal of Democracy*, 2018, 29.4 : 5-15.

²² Thomas Carothers, «The end of the transition paradigm», *Journal of Democracy*, Vol. 13, n° 1 (2002).

²³ Guillermo O'Donnell, «Delegative Democracy», *Journal of Democracy*, Vol. 5, n° 1 (January 1994).

nouveaux facteurs qui sont : le genre social, les questions environnementales, les questions des minorités et qui sont des problématiques portées par les nouveaux mouvements sociaux en les considérant l'essence même de l'affaire politique. Ces affaires sont devenues le titre essentiel des luttes que portent les jeunes ainsi que ses expressions politiques en représentant un point de divergence entre les jeunes et les leaders politiques ; puisque les jeunes tunisiens ou du moins une partie de cette frange de la société a transformé ces questions en des expressions de leur identité politique, alors que les leaders politiques classent les questions publiques par ordre de priorité. C'est pour cette raison que ces leaders échouent dans l'intégration des affaires des jeunes dans ses questions politiques, puisqu'ils traitent une représentation imaginaire des jeunes inspirées de leur propre expérience politique et leur vision de la lutte et de la privation voire de l'état de manière générale.

3 - Les significations de la participation politique chez les jeunes de l'échantillon :

La participation à la prise de décision politique et administrative est le contrôle des ressources à tous les niveaux. La participation politique est un comportement direct ou indirect par lequel un individu joue un rôle dans la vie politique de la société dans laquelle il évolue dans le but d'influencer le processus décisionnel²⁴. C'est l'un des mécanismes de la démocratie sociétal qui permet la reconstruction de la structure et du système de pouvoir de la société. C'est donc le fondement de la démocratie et l'expression de la souveraineté du peuple. La participation politique est liée à l'intérêt public et à la participation des citoyens à sa réalisation. Elle est donc une

expression de citoyenneté et doit être fondée sur l'égalité des droits et la jouissance et l'exercice des droits égaux des groupes de femmes et d'hommes²⁵.

La participation politique est un sujet vital et important qui concerne la mesure dans laquelle l'individu s'intéresse aux questions politiques au sein de sa société et la familiarité avec les questions politiques aux niveaux local, arabe ou international. Il existe de nombreuses définitions du concept de participation politique, dont les plus importantes sont celles du point de vue politique et sociologique.

Du point de vue politique : Les spécialistes de la politique²⁶ considèrent la participation politique comme conférant à tous les membres adultes raisonnables de la société le droit démocratique constitutionnel de participer systématiquement aux décisions politiques qui se rapportent à leur vie commune dans une société et à l'exercice effectif de ce droit, loin des facteurs de pression, de coercition et de contrainte. Cet exercice doit évoluer dans un cadre démocratique cohérent imprégné de sentiment de responsabilité sociale envers les objectifs sociétaux généraux et dans le cadre du sentiment de liberté de pensée, de travail et d'expression d'opinion. Il existe de nombreuses définitions de la participation politique du point de vue des politologues, dont les plus importantes sont :

- Selon les tendances politiques, la participation politique «est le désir d'une personne d'avoir un rôle positif dans le processus politique, par l'exercice volontaire du droit de vote ou d'éligibilité aux organes et organisations élus ou par la discussion des questions politiques avec

²⁴ C., F. «Bottomore T. B., `Élites et sociétés», Population, vol. 23, no. 1, 1968, pp. 182-182.
Jacques Coenen-Huther, *Sociologie des élites*, Paris, Armand Colin, Collection : Cursus, 2004.

²⁵ Rousseau : Op Cit.

²⁶ Rancière, Jacques. La haine de la démocratie. Paris, La Fabrique Éditions, 2005

d'autres individus ou rejoindre des organisations intermédiaires» (Al-Manoufi, 2002)²⁷.

- La participation politique «est l'activité légitime des individus dans le but d'influencer les décideurs et leurs décisions et implique donc la capacité des citoyens à exercer leurs rôles dans le choix des gouverneurs et dans le processus décisionnel de la société» (Nourhan Al-Sheikh, 2008)²⁸.
- La participation politique «est de jouer un rôle dans l'ensemble du processus politique», «tout ce qui affecte la société, qu'elle soit limitée à la décision du gouvernement ou aux moyens du gouvernement», «est le droit du citoyen de jouer un certain rôle dans la prise de décision politique et le contrôle des décisions politiques» (Morsi, 2000)²⁹. La participation politique «est un processus continu d'expression et de participation effective des jeunes à la prise de décision à tous les niveaux, en particulier dans les domaines qui les concernent directement et qui constituent une compétence de base dans la vie courante» (Maazi, 2009)³⁰.

Du point de vue de la sociologie : Les sociologues considèrent la participation politique comme un processus par lequel un individu joue un rôle dans la vie politique de la société³¹ en vue d'atteindre les

²⁷ Kamal Al-Manoufi: *The Origins of Comparative Political Systems*, Koweït, Al-Rubaiaan Company for Publishing and Distribution, 1^{ère} édition, 1987,

²⁸ Nourhan Al-Cheikh, Salih Abdel-Rahman, «La participation politique des jeunes à la lumière des résultats des élections locales de 2008», Unité des études sur la jeunesse et du développement du leadership, Université du Caire, 15 avril 2008.

²⁹ <https://bit.ly/3O7TM0G>

³⁰ Amr Hachem Rabii, (rédacteur en chef), *Encyclopedia of Electoral and Parliamentary Concepts and Terminology*, Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies, Le Caire 2009.

³¹ Touraine, Alain : *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, édition FAYARD, 2005. Pierre Pierre Clastres : *La Société contre l'État : recherches d'anthropologie politique*, Paris : Éditions de Minuit, 1974.

objectifs de développement social et économique. Chaque citoyen a la possibilité de contribuer à la création et à l'identification de ces objectifs et d'apprendre les meilleures façons de les atteindre. De plus, la participation des citoyens à ces efforts devrait être fondée sur la motivation et le bénévolat. Cela traduit le sens de responsabilité sociale des citoyens envers leurs objectifs communs et les problématiques de leur société. Selon ce concept, la participation politique est un comportement social qui dépend de diverses activités et efforts politiques entrepris par les membres de la société afin d'atteindre des objectifs qui profitent à l'intérêt public³².

Il existe de nombreuses définitions de la participation politique du point de vue des sociologues, dont les plus importantes sont :

- les activités volontaires des membres de la société visant à sélectionner leurs dirigeants et leurs représentants, à contribuer à la politique et à la prise de décision directement ou indirectement. La participation politique n'est pas seulement un vote aux élections, mais généralement un intérêt clair des citoyens intéressés par la question de la décision politique (Mohamed, 2006)³³.
- La participation politique est un processus choisi et conscient qui exprime le souci d'un individu d'avoir un rôle positif dans la vie politique publique. La participation est considérée comme l'ensemble des activités et des rôles que les individus jouent volontairement dans la société dans laquelle ils vivent par la libre influence du public dans les décisions politiques, la réalisation et les programmes qui affectent leur vie comme la direction et la critique des organes

³² Michel Crozier et Erhard Friedberg : *L'acteur et le système*, 1977, rééd. Seuil, coll. « Points essais », 2007.

³³ Amr Hachem Rabii (rédacteur en chef), *L'Égypte et la réforme (après les élections présidentielles et parlementaires)*, Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies, Le Caire 2006.

du gouvernement avec lesquels ils traitent afin de réaliser leurs propres intérêts (El-Salahi, 2007)³⁴.

- La participation politique est fondée sur la reconnaissance des droits égaux des groupes et des individus à gérer leurs propres affaires et à contrôler leur propre destinée, et sur l'acceptation et la prise en considération de la pleine capacité de l'autre et de l'humanité indépendamment du genre, de la religion, de la race ou de la couleur³⁵... Le concept de participation politique englobe toutes les activités visant à influencer les décideurs politiques (comme le pouvoir législatif et exécutif et les partis politiques). L'importance de la participation politique sous ses différentes formes réside dans la décision de prendre des positions et exercer une influence dans la mesure où elle permet aux gens d'obtenir ou de défendre leurs droits, ce qui, en fin de compte, leur donne la capacité de contrôler leur vie et de contribuer à l'orientation de la vie de la société en général. La participation à la vie politique peut être abordée en identifiant le concept, les niveaux et les étapes de la participation politique et les concepts connexes tels que la citoyenneté, la démocratie, la conscience politique et le suivi des obstacles les plus importants à la participation politique.
- La notion de participation politique s'inscrit dans le cadre de l'expression politique et populaire et de la conduite des affaires publiques par les membres de la société, hommes et femmes³⁶.

³⁴ Guide de l'étudiant, Faculté des sciences économiques et politiques - Université du Caire - (2006-2007).

³⁵ Jean-Jacques Rousseau - 1712-1778 - Du Contrat Social, 1762
Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique I (1835). Paris : Les Éditions Gallimard, 1992. Collection : Bibliothèque de la Pléiade.
<https://bit.ly/3W0naaY>

³⁶ Betts, Richard K. «Samuel P. Huntington». Encyclopedia Britannica, 14 Apr. 2023.

C'est l'expression la plus prestigieuse de la démocratie parce qu'elle repose sur la contribution des citoyens et des citoyennes aux enjeux de la ville. Chaque membre de la société a le droit de participer au processus de développement, de bénéficier de ses avantages et d'avoir des chances égales et équitables. De plus, le concept de participation est fondé sur la reconnaissance de l'égalité des droits des groupes et des individus³⁷, la reconnaissance de l'autre et sa considération comme égale à toutes ses contreparties indépendamment de la couleur, de la religion, de la race ou du genre. La participation doit également contribuer à l'exclusion des conflits et être remplacée par l'idée de coopération. Dans la sphère politique, la participation est la pierre angulaire du rétablissement des systèmes de pouvoir et la possibilité pour différents groupes de participer par le biais de mécanismes démocratiques, à savoir, les élections.

Le concept de participation s'étend aux limites de la «participation internationale»³⁸ et réduit les limites de la participation jusqu'à ce qu'il atteigne le partenariat entre les hommes et les femmes dans le système familial. Cette nouvelle perspective de participation est structurée dans la perspective des droits de l'Homme, les droits humains des femmes et la démocratie et constitue ainsi un concept procédural qui est un levier pour rééquilibrer les différents niveaux imposés par la diversité des différents groupes et des relations entre les femmes et les hommes³⁹.

³⁷ Fraser, Nancy. Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution. Paris, La Découverte, 2011.

³⁸ Emmanuel Kant 1724-1804, Philosophie des relations internationales. 2^e édition revue et augmentée, avec la collaboration de Cumin David, Mallatrait Clémence, Vianès Emmanuel. Presses de Sciences Po, 2011, pp. 284-307.

³⁹ Jürgen Habermas, Espace public et démocratie délibérative : un tournant, Paris, Gallimard, col. «NRF Essais», 2023.

Chaque participation politique s'articule autour de trois enjeux : le premier étant l'intérêt politique qui vise à porter attention aux questions d'intérêt public à différents moments qui peuvent être prolongés ou écourtés, en plus de suivre les événements politiques, où certaines personnes ont tendance à participer au débat politique. Le deuxième concerne les formes de participation politique revêtant de nombreuses images et formes de participation politique, dont les plus importantes sont : Le vote aux élections, la participation aux campagnes électorales, que ce soit par la propagande ou par l'argent, l'attention aux affaires politiques, la participation à des séminaires et conférences politiques, les discussions et opinions politiques, que ce soit par opposition ou par consentement, l'adhésion aux partis et aux institutions de la société civile et Rejoindre les groupes d'intervenants ou les organisations de la société civile. Enfin, le dernier qui est constitué par les objectifs de la participation politique, à savoir, le développement d'une identité individuelle indépendante, développer ses propres capacités et perceptions, la participation à la prise de décision et à la prise de décision des jeunes, la transmission de la culture politique prédominante de la société de génération en génération, la création d'un environnement approprié pour la formulation de résolutions ou le développement d'une nouvelle culture politique et la consolidation des principes de la démocratie dans le comportement ordinaire du citoyen.

En se focalisant sur l'affaire politique, le processus de transition a poussé les élites à fournir des mécanismes afin de mettre en place différentes formes de participation politique visant la réussite de ladite transition à atteindre ses objectifs. Selon l'un des interrogés⁴⁰, les élites de la transition démocratique n'ont pas fourni toutes les garanties à la réalisation de la participation politique dans

⁴⁰ Interrogé n° 4?

sa dimension qualitative et par conséquent, les objectifs de la participation n'ont pas été atteints et cette dernière ne s'est même pas transformé en une culture.

Si on tente de comprendre la relation entre la réalité de la transition démocratique en Tunisie et les représentations des jeunes de cette transition, il apparaît que la transition démocratique a été fondée sur des lois et des législations qui favorisent une large participation aux affaires publiques en permettant au peuple tunisien de s'engager largement dans la vie civile et politique. Mais ce cadre législatif «n'a pas au niveau des attentes des jeunes»⁴¹.

Bien que ces mécanismes aient tenté l'inclusion du plus grand nombre possible de jeunes, «la participation politique de ce groupe est restée inférieure aux attentes»⁴², puisqu'il n'y a pas eu de transition de la quantité à la qualité ou le renforcement des rôles de la catégorie des jeunes dans le processus décisionnel politique. Une partie de la jeunesse tunisienne a choisi d'adopter une participation politique en dehors du système formel puisque «des mouvements de jeunes actifs sur le terrain et à travers les réseaux sociaux virtuels ont été établis»⁴³ afin de créer une sorte de compensation ou d'alternatives qui ont pu imposer leur influence à plusieurs reprises ('Manich Msemah')⁴⁴.

A travers ce qui a été présenté et les réponses des personnes interrogées, il semble nécessaire de créer une nouvelle approche indispensable à l'intégration de nouveaux enjeux pour lesquels la jeunesse tunisienne milite en traitant d'autres questions urgentes et primordiales telles que la migration et

⁴¹ Interrogé n° 1.

⁴² Interrogé n° 3.

⁴³ Interrogé n° 2.

⁴⁴ <https://bit.ly/3BDfpi3>.

l'environnement et qui offrent des solutions idéales pour ramener le cercle de la participation politique dans la bonne direction.

A travers les questions que nous avons soumises à l'échantillon interrogé (questions 6-7-10-11), qui portent sur l'impact de l'identité politique sur la nature, l'ampleur et la qualité de la participation aux affaires publiques, ainsi que sur la participation de l'opinion publique et ses rôles dans la construction de la citoyenneté active, sans oublier l'interrogation par une question ouverte sur la définition de la participation politique des jeunes et la relation entre l'identité et la participation aux affaires politiques publiques. «Les politiciens en Tunisie ont été la cause dans la distorsion volontaire de l'identité politique et la création d'une rupture entre nos perceptions de la participation et entre la nature et la qualité de la participation imposées par les acteurs politiques dans le but de servir leurs propres intérêts exclusivement»⁴⁵. Il est ressorti clairement des réponses que les attentes et les positions des répondants étaient radicalement incompatibles avec les significations et les indications disponibles concernant les questions susmentionnées. En effet, la transition démocratique n'a pas réussi en partie (en particulier la partie de la participation politique) à redéfinir, construire et enrichir l'ensemble des concepts évoqués, à en faire des sujets consensuels et à travailler surtout à pousser les jeunes vers l'objectif ultime et principal de la démocratie, qui constitue la participation consciente aux affaires publiques. L'un des interrogés affirme : «on a été profondément déçu par les déceptions de la transition démocratique et l'incapacité des élites politiques ainsi que notre exclusion du processus d'évolution de la participation politique, essentiellement les niveaux et les étapes».⁴⁶

⁴⁵ Interrogé n° 5.

⁴⁶ Interrogé n° 3.

Dans ce contexte il paraît primordial de redécortiquer la participation politique en prenant en considération ses différents niveaux ainsi que ses étapes.

❖ **Les niveaux de la participation politique :**

Niveau individuel, niveau familial, niveau de la société civile, niveau des autorités locales, niveau des autorités nationales et niveau international.

Au niveau de la vie publique (mesure d'affaires publiques), la participation politique se déroule à plusieurs niveaux : Le premier niveau est le niveau d'autorité confié en vertu de lois et des règlements particuliers. Certaines personnes jouissent de certains droits qui leur permettent d'intervenir directement dans la prise de décisions politiques. Le second niveau : Quel niveau peut influencer la prise de décisions par un certain effet (économique, politique, partis...). Le troisième étant : Niveau du citoyen ordinaire qui influence la décision par sa voix électorale (participation indirecte, influence et pression sur les décideurs politiques). Par conséquent, les individus doivent s'organiser en assemblées ou en corps pour former des forces de pression.

Cependant, il doit y avoir un climat de liberté et de démocratie capable d'assurer la participation de tous⁴⁷.

❖ **Les étapes de la participation politique :**

La participation politique passe par différents degrés ou étapes :

- Commencer par l'intérêt public ou politique ;
- Évoluer vers l'engagement politique ;
- Se tourner vers l'activité politique ;

⁴⁷ Sintomer, Yves. «1. Agir communicationnel et dynamique démocratique», La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas, sous la direction de Sintomer Yves. La Découverte, 1999, pp. 140-192.

Enfin, la prise de conscience de la nécessité d'assumer des responsabilités politiques et de s'engager dans des activités politiques et dans toutes les formes d'action et d'ordre politique.

Ces étapes sont des expressions différentes de la citoyenneté et exigent le développement des connaissances et des croyances politiques, le renforcement de la "culture politique" et la promotion du développement politique dans la société.

Si on s'intéresse aux différents niveaux suscités de la participation politique, si les acteurs politiques s'intéressent aux différentes étapes de la participation politique en les intégrant en tant que questions sensibles dans leurs programmes politiques, cela permettra d'aider à la construction d'une culture politique démocratique exprimant une conscience politique et qui inclut le rôle politique des citoyens.

❖ **La culture politique** : C'est un ensemble de normes, de croyances et d'attitudes pertinentes à l'action politique qui influencent le comportement politique des citoyens et des citoyennes⁴⁸. La culture politique désigne, également, l'ensemble des connaissances, opinions et attitudes dominantes à l'égard de la politique et de la gouvernance, de l'État et du pouvoir, de la loyauté et de l'appartenance, de la légitimité et de la participation. Cela signifie, autant, le système de croyances, de symboles et de valeurs qui définissent comment une société particulière voit le rôle approprié du gouvernement, les contrôles de ce rôle et la relation appropriée entre le dirigeant et les gouvernés.⁴⁹ Donc, la culture politique s'articule

⁴⁸ M. Aliwa et Dr. Mona Mahmoud, *Political Participation*, Encyclopedia of Political Youth (une série spéciale publiée par Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies), Le Caire 2008.

⁴⁹ Mohamad Nabil al-Chimi, *Déterminants de la participation politique*, Le dialogue civil, numéro 8, février 2009, 255.

autour de valeurs, d'attitudes et de convictions à long terme concernant les phénomènes politiques, et chaque société transmet un ensemble de ses symboles, valeurs et coutumes de base à son peuple, et les individus forment un ensemble de convictions concernant les rôles du système politique dans ses diverses institutions formelles et informelles, et leurs droits et devoirs envers ce système politique.⁵⁰

la culture politique de la société fait partie de sa culture générale, elle se compose à son tour de plusieurs sous-cultures, et ces sous-cultures comprennent : la culture de la jeunesse, l'élite dirigeante, les ouvriers, les paysans et les femmes.... Or, la culture politique est la somme des attitudes, des croyances et des sentiments qui donnent ordre et sens au processus politique et fournissent des règles stables qui régissent le comportement des individus au sein du système politique.⁵¹ C'est-à-dire que la culture politique tourne autour des valeurs et croyances dominantes dans la société qui affectent le comportement politique de ses membres, dirigeants et gouvernés.

De ce fait, les éléments du concept de culture politique peuvent être identifiés comme suit :

- La culture politique représente un ensemble de valeurs politiques, d'attitudes, de comportements et de connaissances des membres de la société.
- La culture politique est une sous-culture, car elle fait partie de la culture générale de la société qui l'influence et est affectée par elle, mais elle ne peut s'écarter de ce cadre général de la culture de la société.

⁵⁰ Sainsaulieu Renaud. Sur La Reproduction de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron. In: *Revue française de sociologie*, 1972, 13-3. pp. 399-412.

⁵¹ El-Monji Al-Zaidi, *Jeunesse et éducation sur les valeurs de la citoyenneté*, communication présentée à la Conférence sur les enjeux de la jeunesse dans le monde islamique : enjeux actuels et défis futurs, Organisation de la Conférence islamique, Tunis 24-26, novembre 2008.

- La culture politique se caractérise par sa variabilité, car elle ne connaît pas de stabilité absolue, et l'ampleur du changement dépendent de plusieurs facteurs, dont l'ampleur et le rythme de l'évolution des constructions économiques, sociaux et politiques, le degré d'intérêt de l'élite dirigeante dans la question du changement culturel, le volume d'attention que l'État consacre et alloue à la réalisation de ce changement dans la culture de la société et la mesure dans laquelle ces valeurs sont enracinées dans le cœur des individus.
- La culture politique diffère d'une société à l'autre, comme elle diffère d'un individu à l'autre au sein de la société, cette différence étant imposée par certains facteurs tels que l'origine, le lieu de résidence, la profession, le niveau économique et le niveau d'instruction.

• Les composantes de la culture politique :

On peut parler d'un ensemble d'éléments ou de composantes de la culture politique, qu'il s'agisse de celles adoptées par l'État (la culture des gouvernants) ou de la culture officielle et celle prévalant parmi les membres de la société (les gouvernés), que l'on appelle l'informel. Et parmi ces composantes :

- ❖ Le référentiel qui définit les objectifs et les visions et justifie les attitudes et les pratiques et donne la légitimité au système. Des exemples de références incluent la démocratie, le socialisme et le capitalisme. Il est très probable qu'il n'y a pas d'effet tangible de la différence entre les éléments de la société dans les démocraties occidentales, car il y a un accord général sur les formules appropriées pour la forme du politique, du social. En ce qui concerne les pays en développement, les questions liées à la forme du système de gouvernement et à la nature du système économique Les frontières de la relation entre la religion et l'État ne sont

pas encore résolues et sont toujours un sujet de discorde et de conflit.⁵²

- ❖ L'orientation vers le travail public et le sens de la responsabilité sociale envers la société et ses enjeux sont parmi les composantes les plus importantes de la culture politique, car ce sens de la responsabilité pousse le citoyen à être positif dans le traitement des enjeux et des enjeux à la lumière d'une culture similaire qui en résulte dans un esprit de fidélité au groupe.⁵³
- ❖ L'orientation vers le système politique et la croyance en la nécessité d'une loyauté et d'un attachement à celui-ci font partie des nécessités du sens de la citoyenneté et des droits et obligations qui en découlent. Toute culture politique doit définir la portée générale raisonnable de l'action politique et la légitimité les frontières entre la vie publique et la vie privée, et cette portée comprend la définition des individus autorisés à participer au processus politique et les fonctions des institutions politiques séparément.⁵⁴

La culture politique impose également de connaître les limites de la participation à ce système, telles que l'âge, le genre, le statut social et le statut familial⁵⁵.

- ✓ Un sentiment d'identité : Certains considèrent que le sentiment d'appartenance est l'une des croyances politiques les plus importantes, car le sentiment de loyauté des individus envers le système politique contribue à légitimer le système et aide, également, le système à survivre et à surmonter les crises et les difficultés auxquelles il est confronté⁵⁶.

⁵² Pierre Clastres, Op.Cit.

⁵³ Axel Honneth, Op.Cit

⁵⁴ Will Kymlica and Eva Phostl (eds.), *Multiculturalism and Minority Rights in the Arab World*, (Oxford: Oxford University press, 2014).

⁵⁵ Mohamad Nabil al-Chimi, Op.Cit.

⁵⁶ Baumann, Zygmunt. «Identité et mondialisation», *Lignes*, vol. 6, no. 3, 2001, pp. 10-27.

En outre, le sentiment de loyauté et d'appartenance à la patrie aide à cristalliser et à développer le sens du devoir patriotique et l'acceptation des engagements. Il permet également une compréhension des droits et une participation active aux processus politiques grâce à la coopération avec l'appareil gouvernemental et les institutions politiques, et acceptation des décisions de l'autorité politique et croyance en son rôle actif dans tous les domaines de la vie.

❖ L'impact de la culture politique sur le système politique : Tout système politique a besoin de l'existence d'une culture politique qui le nourrit et le maintient. Le régime autocratique est compatible avec une culture politique dont les éléments sont centrés sur la peur et la soumission à l'autorité, la faible propension à la participation, le manque de confiance en la dignité humaine et en soi en tant que système de valeur et enfin sur le manque d'opportunités pour l'émergence de l'opposition. Quant à la règle démocratique, elle nécessite une culture qui croit aux Droits Humains.⁵⁷ La continuité du régime et sa survie exigent également l'existence d'un sentiment de confiance envers les autres à la lumière d'un climat social et culturel qui prépare la personne à accepter l'idée de l'existence de l'opinion et de l'autre opinion, en protégeant l'être humain et sa dignité face à toute atteinte à ces libertés, fût-elle de la part de l'autorité elle-même⁵⁸.

La culture politique affecte également la relation de l'individu avec le processus politique. Certaines sociétés se caractérisent par un fort sentiment de loyauté nationale et de citoyenneté responsable. Ici, l'individu est censé participer à la vie publique et contribuer volontairement

à l'avancement de la société à laquelle il appartient⁵⁹.

Dans d'autres pays, les individus sont caractérisés par l'indifférence, l'aliénation et le manque de sens des responsabilités envers toute personne extérieure au cercle familial. Parfois, les citoyens considèrent le système politique comme patriarcal s'occupant dans le devoir de s'occuper d'eux du berceau à la tombe, résolvant tout à leur place et travaillant pour assurer le bien-être du groupe⁶⁰.

Par conséquent, on peut dire que la stabilité politique dépend de la culture politique et que l'homogénéité culturelle et la compatibilité entre la culture de l'élite et celle des masses contribuent fortement à la stabilité politique. Quant à la fragmentation culturelle et la différence entre la culture de l'élite et la culture des masses, elles constituent une source de menace pour la stabilité du système politique.

❖ **La Conscience politique** : La conscience politique est la capacité de lire et de comprendre la réalité dans ses différentes dimensions (économique, sociale, culturelle...) et la relation entre ces dimensions et les problèmes en jeu. La conscience politique aide à comprendre les racines et les structures des problèmes sociaux. Cette conscience comprend quatre éléments fondamentaux : La capacité de comprendre le fonctionnement du système politique et des mécanismes décisionnels (qui décide ? Qui valide la décision ? Qui met en œuvre ?), la capacité de reconnaître l'interdépendance des éléments, des événements et des dimensions (p. ex., relier les problèmes sociaux aux dimensions culturelles et politiques), avoir

⁵⁷ Seymour Martin Lipset et Aido Solari, *Elites in Latin America*, Oxford University Press, 1976.

⁵⁸ La déclaration universelle des droits de l'Homme.

⁵⁹ Thomas Carothers, «The end of the transition paradigm», *Journal of Democracy*, Vol. 13, n° 1 (2002).

⁶⁰ Weber Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, éd. : Champs - Champs classiques, 2017.

un sens critique et analytique et la volonté de participer aux affaires publiques.

La conscience politique est à la fois un moyen essentiel et une cible vitale dans les questions de plaidoyer.

❖ **Le rôle politique** : Ce rôle est caractérisé par le pouvoir décisionnel. Le processus décisionnel commence au sein de la famille et s'étend au syndicat, au conseil municipal et même aux conseils législatifs. Ce rôle est généralement rémunéré, directement ou indirectement (moralement) parce qu'il est « étroitement » lié au statut et à l'autorité⁶¹.

Les Constatations :

- Le concept de citoyenneté reste incomplet en Tunisie dans sa construction, ce qui a un impact négatif sur la participation politique ;
- La question de l'identité n'a pas été abordée culturellement, mais les interrogés seuls ont intégré la citoyenneté comme concept politique ;
- Le nouveau processus politique n'a pas permis d'établir une thèse culturelle sur les valeurs de la citoyenneté et de l'identité qui ne peuvent pas être séparée de celles de la participation politique ;
- La participation politique n'est pas passée du quantitatif au qualitatif, mais est restée dans les limites d'une participation contextuelle ;
- L'acteur politique n'a pas prêté attention aux changements dans les questions culturelles, qui ne sont plus isolées des questions politiques dans le sens de la participation et de la contribution aux affaires publiques. Les partis politiques intègrent de multiples problématiques culturelles dans leur agenda politique ainsi que leur projet mais elles restent de simples promesses électorales en Tunisie.

⁶¹ Habermas, Op. Cit.

III - Les perspectives de la participation politique dans un contexte de mutation de l'identité et de la citoyenneté : (questions 12, 13)

Les données de l'identité et de la citoyenneté sont réévoquées pour enrichir la participation politique et l'enjeu de l'intensifier et d'en faire une pratique culturelle, civique continue. Dans ce contexte, le processus de révision et de consolidation des données de construction identitaire suppose que l'acteur politique porte attention à l'ensemble des nouvelles influences portées notamment par les jeunes, du fait de leurs relations avec l'État, les institutions médiatrices, l'idée politique et la culture de la participation. A cet effet, l'un des interrogés⁶² affirme que «les acteurs politiques auraient dû poser un débat général autour des nouvelles identités afin de construire une participation politique qualitative et de construire une nouvelle relation avec l'Etat et ses institutions intermédiaires dans le but de matérialiser de nouvelles idées politiques».

De ce fait, il faut prêter attention au facteur de socialisation, aux rôles des acteurs et aux politiques d'enrichissement de la culture politique en s'efforçant de remédier aux insuffisances évidentes dans le volume et la qualité de la participation.

Bien que la question de la participation dans la législation et les lois post-2011 ait été largement présente, elle n'a pas contribué autant que nécessaire à traduire l'aspiration juridique en réalité pratique, en raison des conflits d'identité et de la division de la citoyenneté entre les différentes forces et courants politiques et civils. qui évoluent en fonction d'intérêts partisans ou personnels et ont clairement contribué au faible niveau de participation des jeunes aux affaires publiques. L'identité et la citoyenneté sont devenues des facteurs de marginalisation de la participation

⁶² Interrogé n° 1..

dans des zones grises qui ne reflètent pas la réalité révolutionnaire et les transformations structurelles de la société tunisienne. Pour aller dans ce sens «Depuis 2011, nous avons vécu des mutations sociales, culturelles et politiques qui auraient dû influencer la participation politique et la citoyenneté et pousser les différentes forces politiques et civiles vers la création de nouvelles relations entre les différents acteurs afin d'influencer le processus de réussite de la transition démocratique dans sa globalité». ⁶³

Les thèses de la reconstitution identitaire ont aussi contribué à creuser le fossé entre ce qu'attendent les jeunes d'une part et ce que les acteurs et l'État en tirent d'autre part. Les nouveaux cadres d'identité et de citoyenneté n'ont pas contribué à activer la participation politique et à l'enraciner dans des horizons de satisfaction des revendications contestataires et d'intégration des diverses dissertations politiques et civiques. Par conséquent, le contexte politique a imposé une réorganisation de la participation politique au sein de son nouvel agencement de la politique. Ainsi, la construction citoyenne a été à nouveau négligée et l'identité a été intégrée dans la thèse de la transition post-démocratique. De ce fait, il est possible de parler d'un retour à la case départ des sens et des connotations de la citoyenneté et de l'identité, sans que les nouveaux acteurs s'investissent dans ce qu'on pourrait appeler le déclin des rôles des institutions médiatrices.

«La citoyenneté suppose que l'acteur politique s'engage dans un processus de revitalisation de la culture de participation aux affaires publiques et d'investissement dans les facteurs de socialisation» ⁶⁴ et de données socioculturelles qui représentent, sous une forme ou une autre, un réservoir politique,

⁶³ Interrogé n° 2.

⁶⁴ Will Kymlica and Eva Phostl (eds.), *Multiculturalism and Minority Rights in the Arab World*, (Oxford: Oxford University press, 2014).

permettant à l'acteur politique de mobiliser l'opinion publique autour d'un projet ou une vision politique d'intérêt public.

L'un des témoignages indique que «la transition démocratique a réussi à renforcer la cohésion sociale autour de la question de la révolution, des revendications du peuple, des questions de corruption, de la bureaucratie et des dilemmes identitaires dont les caractéristiques ont changé de la période d'avant 2011» ⁶⁵.

De plus, les partis politiques ont transformé les questions de participation, comme l'identité et la citoyenneté, aux questions de positionnement et de mécanismes de butin politique, pour assurer la continuité, que ce soit au pouvoir ou dans l'opposition.

«L'identité et la citoyenneté, en tant qu'outils de participation, se sont transformées en capital mobilisateur qui est investi afin d'obtenir une participation oscillante tantôt quantitative tantôt qualitative» ⁶⁶, connaissant des fluctuations et des écarts en raison de sa perte d'efficacité politique et sociale.

En effet, ces indications sur l'identité et la citoyenneté ont épuisé leurs limites maximales de la part de la consommation politique et sont devenues un fardeau pour la participation politique et la contribution aux affaires publiques.

Le contexte post-2021 n'a pas différé du processus politique précédent étant donné que l'acteur politique et civil est attiré vers un renouveau politique de l'identité, de la participation et de la citoyenneté sous le signe du remède politique et de la réforme. Le processus de réparation et

⁶⁵ Interrogé n° 4.

⁶⁶ Juan Lenz and Alfred Stepan, *Problem of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America and Post-Communist Europe* (Baltimore: John Hopkins Press, 1996), Larry Diamond, *Developing Democracy: Towards Consolidation* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1999).

de réforme exigeait l'apport d'une réalisation juridique et législative qui, de leur point de vue, contribuerait à rediriger les principaux concepts de la politique tels que l'identité et la citoyenneté, et à l'orienter dans la direction nécessaire et effective. Ceci a été confirmé par l'interrogé n° 1 qui déclare que «depuis le début de 2021, les mutations politiques nous ont ramené à la case d'exclusion des jeunes, cette fois-ci, par des textes juridiques qui rendent difficiles la participation politique des jeunes et reposent les mêmes interrogations autour de l'identité, la citoyenneté et les élites».

Cependant, «cette voie juridique et politique s'est heurtée à une sorte de révocation de la mémoire collective qui évoque encore le passé dictatorial, monopolisant le pouvoir politique et la prise de décision»⁶⁷ et ne laissant aucune place à la participation politique.

La nouvelle piste politique est devenue une renaissance inconsciente d'un processus politique conscient qui reproduit le passé dans un format qu'il juge approprié pour le présent. Dans la perspective d'affronter les échecs de la transition démocratique, les échecs des élites et l'échec des projets politiques, sociaux et culturels, le nouveau processus politique a voulu créer des concepts différents liés à la citoyenneté et à l'identité dans une optique politique et culturel. La participation politique après 2021, en quantité et en qualité, a reflété une réticence au sens électoral, et une rupture au sens sociologique, alors que « l'élan électoral » (identité et citoyenneté) reculait au profit d'un nouveau modèle qui ne supporte pas l'essence du concept politique, dans la mesure où il porte un modèle hybride de pratique politique qui est encore mis à l'épreuve. L'acteur politique travaille, encore, à la création de nouveaux concepts pour l'action politique. C'est une des

priorités du programme et de la vision intellectuelle (idéologie). Or le cas tunisien reposait sur le primat de la pratique, en attendant le processus de collecte des différentes visions pour la modélisation de la théorie et l'agencement des concepts (identité et citoyenneté). Cependant, cette praxis ne permet pas de créer la théorie, parce que cette dernière aura une prérogative pratique et la vision et le programme ne deviendront qu'un moment changeant et instable et donc l'identité ou la citoyenneté n'aura pas de connotations fixes.

Les Recommandations :

1 L'intégration de nouvelles activités dans les évolutions de l'identité politique dans la littérature des partis et des organisations de la société civile ;

2 Accroître la participation politique des jeunes par le renouvellement de l'élite en leur permettant de libérer afin de permettre la rotation et l'accessibilité des postes de leadership ainsi que la révision des problématiques et des programmes politiques ;

3 L'inclusion de l'identité en tant que donnée culturelle dans la vision politique et intellectuelle des élites, des partis et des acteurs ;

5 Généraliser l'approche participative entre les élites et les jeunes dans le cadre d'une réflexion visant à établir une vision et des notions unifiées sur l'identité et la citoyenneté sous la question de savoir quelle citoyenneté nous voulons et comment doit être la participation politique ?

6 Lier la participation politique à de nouvelles questions de culture politique, telles que le genre, l'environnement, les minorités et la migration, de sorte que les données d'identité aient un lien universel au-delà du local afin d'influencer le contexte interne ;

⁶⁷ Lewis Paul, «Democratization in Eastern Europe». In Potter (Ed.), *Democratization* (Cambridge: Polity, 2005).

7 Tirer parti des nouvelles expériences de participation politique dans un nouvel horizon qui prend en considération l'acteur actif en tant que développement et autre alternative de la participation politique.

Conclusion :

La participation politique s'ouvre aux questions d'identité et de citoyenneté, qui représentent des forces et des mécanismes socioculturels exprimant une culture et une conscience politique. Les institutions intermédiaires telles que les partis politiques et les organisations de la société civile travaillent à investir les sens, les significations et les acquis de socialisation dans le processus de mobilisation et son recyclage dans le processus d'élection et d'attraction politique.

La transition démocratique a fourni la base juridique et législative pour enrichir la participation politique en la transformant en une pratique citoyenne large et répandue, mais elle a été quelque peu incapable de baser son caractère continue en la rendant ainsi une pratique durable qui maintient son ardeur et son pouvoir de production de politiques et de développement des affaires publiques.

Cela a créé un fossé clair entre la représentation de la jeunesse tunisienne pour la participation politique et les aspirations du corps politique tunisien, d'où le renforcement de l'éloignement politique, la réticence électorale, la perte de confiance dans les élites et leur gestion des affaires publiques.

Les résultats du questionnaire ont mis en évidence l'embarras de la participation politique et le déclin de sa proportion et de sa dynamique par rapport à un groupe important de jeunes, qui n'ont pas trouvé dans les cadres démocratiques la meilleure solution à la question de la participation dans l'affaire publique. Les réponses allaient de la demande d'inclusion de nouvelles définitions et

valeurs de la citoyenneté dans les problématiques politiques des partis à la participation de la société civile dans la promotion d'une culture d'identité claire qui sépare le politique du civique et l'offre d'alternative culturelle à l'incapacité des partis politiques à bénéficier des expériences comparées des pays européens et arabes.

De telles attitudes jetteraient la lumière sur une partie des échecs de la transition démocratique tunisienne, qui avait été porteuse de grandes promesses mais n'avait pas été en mesure de fournir les conditions de leur réalisation. Le nouveau contexte politique post-2021 a également ramené le temps politique à son premier moment.

La restructuration de la structure politique de l'État, l'adoption de nouvelles lois et la création de conditions pour la participation politique, avec des définitions juridiques vagues, ont contribué à la fragmentation des concepts d'identité et de citoyenneté qui ne sont plus construits à partir d'une culture commune, mais à travers un texte juridique contraignant. L'identité et la citoyenneté ne peuvent pas être imposées verticalement par la loi et l'obligation, mais elles exigent plutôt un débat public dans lequel la subjectivité croise l'objectivité, l'idée et son inverse dans un échange horizontal d'idées et de perceptions.

Avec ce débat, l'identité et la citoyenneté peuvent être reconstruites et les limites de l'expérience partisane et civique peuvent être utilisées afin d'assurer une participation fluide et dynamique aux affaires publiques.

Liste bibliographique :

- 1 - Wajdi Abdel-Badii, Les jeunes et la crise de la participation politique, Al-Jomhouriya, 8 juin 2008.
- 2 - Nourhan Al-Sheikh, Salih Abdel-Rahman, «La participation politique des jeunes à la

- lumière des résultats des élections locales de 2008», Unité des études sur la jeunesse et du développement du leadership, Université du Caire, 15 avril 2008.
- 3 - M. Aliwa et Dr. Mona Mahmoud, Political Participation, Encyclopedia of Political Youth (une série spéciale publiée par Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies), Le Caire 2008.
 - 4 - Zygmunt Bauman, «Identité et mondialisation», Lignes, vol. 6, no. 3, 2001, pp. 10-27.
 - 5 - Richard K. Betts, "Samuel P. Huntington". Encyclopedia Britannica, 14 Apr. 2023.
 - 6 - C., F. «Bottomore T. B. - Élités et sociétés», Population, vol. 23, no. 1, 1968, pp. 182-182.
 - 7 - Thomas Carothers, «The end of the transition paradigm», Journal of Democracy, Vol. 13, n°.1 (2002).
 - 8 - Laura Chazel, «Alberto Amo et Alberto Mínguez, Podemos, la politique en mouvement», Lectures [En ligne], publié le 16 novembre 2016.
 - 9 - Mohamad Nabil al-Chimi, Déterminants de la participation politique, Le dialogue civil, numéro 8, février 2009, 255.
 - 10 - Pierre Clastres : La Société contre l'État : recherches d'anthropologie politique, Paris : Éditions de Minuit, 1974.
 - 11 - Jacques Coenen-Huther : Sociologie des élites, Armand Colin, Collection : Cursus, 2004.
 - 12 - Michel Crozier et Ehrard Friedberg : L'acteur et le système, 1977, rééd. Seuil, coll. «Points essais», 2007.
 - 13 - Desbois Dominique. Castells Manuel, La société en réseaux. L'ère de l'information. Tome 1.. In: Revue française de sociologie, 1999, 40-4. pp. 773-776.
 - 14 - Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique I (1835). Paris : Les Éditions Gallimard, 1992. Collection : Bibliothèque de la Pléiade.
 - 15 - Guide de l'étudiant, Faculté des sciences économiques et politiques - Université du Caire - (2006-2007).
 - 16 - Nancy Fraser, Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution. La Découverte, 2011.
 - 17 - François Dubet : les lycéens, Editions du Seuil, 1991.
 - 18 - Fonteneau, Françoise. «Axel Honneth : La société du mépris», La Cause freudienne, vol. 67, no. 3, 2007, pp. 204-209.
 - 19 - Foucault, Michel. «Naissance de la biopolitique.» In Annuaire du Collège de France, no. 79, année 1978-1979, 367-372.
 - 20 - Francis Fukuyama, «Why National Identity Matters». Journal of Democracy, 2018, 29.4 :5-15.
 - 21 - Jürgen Habermas, Espace public et démocratie délibérative : un tournant, Paris, Gallimard, col. «NRF Essais», 2023, 144 p.
 - 22 - Johnston, H. (2012). «State violence and oppositional protest in high-capacity authoritarian regimes». International Journal of Conflict and Violence, 6. (1).
 - 23 - Amr Hachem Rabii (rédacteur en chef), L'Égypte et la réforme (après les élections présidentielles et parlementaires), Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies, Le Caire 2006.
 - 24 - Amr Hachem Rabii, rédacteur en chef, Encyclopedia of Electoral and Parliamentary

- Concepts and Terminology, Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies, Le Caire 2009.
- 25 - Emmanuel Kant 1724-1804, Philosophie des relations internationales. 2e édition revue et augmentée, avec la collaboration de Cumin David, Mallatrait Clémence, Vianès Emmanuel. Presses de Sciences Po, 2011, pp. 284-307.
- 26 - Will Kymlica and Eva Phostl (eds.), Multiculturalism and Minority Rights in the Arab World, (Oxford: Oxford University press, 2014).
- 27 - Juan Lenz and Alfred Stepan, Problem of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America and Post-Communist Europe (Baltimore: John Hopkins Press, 1996), Larry Diamond, Developing Democracy: Towards Consolidation (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1999).
- 28 - Paul Lewis, «Democratization in Eastern Europe». In Potter (Ed.), Democratization (Cambridge: Polity, 2005).
- 29 - Seymour Martin Lipset et Aido Solari, Elites in Latin America, Oxford University Press, 1976.
- 30 - Kamal Al-Menoufi: The Origins of Comparative Political Systems, Koweït, Al-Rubaiian Company for Publishing and Distribution, 1^{ère} édition, 1987.
- 31 - Wolfgang Merkel, Plausible Theory, Unexpected Results: The Rapid Democratic Consolidation in Central and Eastern Europe, IPG, N 2/2008.
- 32 - Marshall Monty, Benjamin Cole, «Global Report 2011, conflict, Governance and State Fragility», Center for Systematic Peace, USA, 2011.
- 33 - NEZ Héloïse, «Podemos : l'irruption d'un nouveau parti politique en Espagne», Mouvements, 2017/1 (n° 89), p. 112-121.
- 34 - Guillermo O'Donnell, «Delegative Democracy», Journal of Democracy, Vol. 5, n° 1 (January 1994).
- 35 - Rancière, Jacques. La haine de la démocratie. La Fabrique Éditions, 2005.
- 36 - Jean-Jacques Rousseau - 1712-1778 - Du Contrat Social, 1762.
- 37 - Rozier, Emmanuelle. «John Dewey, une pédagogie de l'expérience», La lettre de l'enfance et de l'adolescence, vol. 80-81, no. 2-3, 2010, pp. 23-30.
- 38 - Touraine, Alain : Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, édition FAYARD, 2005.
- 39 - Sainsaulieu Renaud. Sur La Reproduction de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron. In: Revue française de sociologie, 1972, 13-3. pp. 399-412.
- 40 - Giovanni Sartori, The Theory of Democracy Revisited, Part 1: The Contemporary Debate (Chatham, N.J, Chatham House Publishers, 1987).
- 41 - Sintomer, Yves. «1. Agir communicationnel et dynamique démocratique», La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas, sous la direction de Sintomer Yves. La Découverte, 1999, pp. 140-192.
- 42 - Van de Velde, Cécile. « 19 – Le sociologue et les médias », Serge Paugam éd., L'enquête sociologique. Presses Universitaires de France, 2012, pp. 403-420.
- 43 - Weber Max, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, éd. : Champs - Champs classiques, 2017.

- 44 - Zarka Bernard. Mannheim Karl, Le problème des générations. In: Revue française de sociologie, 1992, 33-1. pp. 130-135.
- 45 - El-Monji Al-Zaidi, Jeunesse et éducation sur les valeurs de la citoyenneté, communication présentée à la Conférence sur les enjeux de la jeunesse dans le monde islamique : enjeux actuels et défis futurs, Organisation de la Conférence islamique, Tunis 24-26, novembre 2008.
- 46 - <https://bit.ly/3O7TM0G>
- 47 - <https://bit.ly/3O7TM0G>
- 48 - https://www.un.org/fr/udhrbook/pdf/udhr_booklet_fr_web.pdf
- 49 - <https://www.syriza.gr/page/about-syriza.html>
- 50 - <https://nawaat.org/2018/02/09/manich-msamah-retour-critique-sur-un-moment-politique/>.

Annexe

Questionnaire sur le concept d'identité chez les jeunes

Nom :

Prénom :

Age :

Région :

Niveau d'études/Formation :

Emploi :

1 - Appartenez-vous à un parti politique ou à un organisme de la société civile ?

➔ Oui

- Considérez-vous que l'appartenance à un parti politique ou à un organisme de la société civile contribue à la construction de l'identité et encourage la participation aux affaires publiques ?

- Contribue fortement
- Ne contribue pas du tout
- Contribue faiblement
- Aucune réponse

➔ Non

- Pourquoi.....

2 - Suivez-vous de manière permanente les affaires publiques (politiques, sociales, culturelles...) internationales ?

- De manière permanente
- De manière Intermittente
- Parfois
- Aucun suivi

- Europe
- Afrique
- Le monde arabe
- Amérique

3 - Êtes-vous un adepte des affaires publiques (politiques, sociales, culturelles...) En Tunisie ?

➔ Oui

- Les informations écrites/
audio-visuelles
- Sites de médias sociaux
- Presse électronique
- Autres

- De manière permanente
- De manière Intermittente
- Parfois
- Aucun suivi
- Aucune réponse

➔ Non

Pourquoi

4 - Quelle est votre appréciation de la vie politique et civile tunisienne ?

- Stable
- Variable
- Indique la présence de crise
- Caractérisée par son dynamisme et sa capacité à attirer les jeunes
- Rigide et incapable de convaincre les jeunes
- Aucune réponse

5 - Selon vous, la vie politique et civile en Tunisie depuis 2011 a-t-elle contribué à la construction de l'identité politique des citoyens en général et des jeunes en particulier ?

- Contribue fortement
- Ne contribue pas du tout
- Contribue faiblement
- Aucune réponse

6 - L'identité politique influe-t-elle sur la nature, la taille et le type de participation aux affaires publiques ?

- Influence fortement
- son influence est limitée
- Son influence est moyenne
- Aucune influence
- Aucune réponse

7 - Selon vous, la participation à l'opinion publique contribue-t-elle à bâtir une citoyenneté active et à favoriser la participation dans l'opinion publique?

- Contribue fortement
- Ne contribue pas du tout
- Contribue faiblement
- Aucune réponse

8 - Quelle est votre définition de l'identité ?

.....
.....
.....

9 - Quelle est votre définition de la citoyenneté ?

.....
.....
.....

10 - Quelle est votre définition de la participation politique ?

.....
.....
.....

11 - Quelle est la relation (selon votre opinion) entre l'identité et la participation aux affaires culturelles publiques et nationales ?

.....
.....
.....

12 - Quelle est votre vision de l'avenir (individuel et collectif) en Tunisie ou à l'étranger?

.....
.....
.....
.....

13- Observations:

.....
.....
.....
.....
.....
.....